



## Avis conforme N° 2019-133

**Saisine par autorité administrative :** commune de Moulinet  
**Numéro de dossier :** DP 006 086 19 H 00004  
**Pétitionnaire :** FIARD Guy  
**Adresse :** 27 rue Garibaldi, 06500 CASTELLAR  
**Nature de la demande :** travaux en cœur de Parc national (destinés à constituer les annexes d'un bâtiment à usage d'habitation)  
**Nom du projet :** régularisation d'un abri semi-enterré  
**Localisation :** parcelle n°360 section B commune de Moulinet – lieu-dit Abietta

**Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-11 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur ainsi que l'annexe 3,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

**Vu** la demande d'avis conforme de la commune de Moulinet en date du 26 mars 2019 et relatif au dossier de déclaration préalable n°DP 006 086 19 H 00004,

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 26 avril 2019,

**Considérant** que les travaux présentés au dossier de déclaration préalable portent sur la construction d'un abri semi-enterré d'environ 3 m<sup>2</sup>, constituant une annexe à un chalet d'habitation,

**Considérant** que cet abri abrite un groupe électrogène fournissant de l'électricité en cas d'insuffisance de production au niveau de l'installation solaire existante sur le toit du chalet,

**Considérant** que l'abri semi-enterré permet de réduire drastiquement la nuisance sonore du groupe électrogène lorsque celui-ci est en fonctionnement,

**Considérant** que cette construction pré-existait à la déclaration, cette dernière ayant pour objectif de demander la régularisation administrative des travaux,

**Considérant** que la construction de cet abri annexe peut être régularisée dans la mesure où elle est intégrée dans le paysage environnant et permet de réduire un des impacts environnementaux de l'utilisation du groupe électrogène,

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis favorable à la demande de régularisation des travaux tels que décrits au dossier n°DP 006 086 19 H 00004 déposé par Monsieur FIARD Guy.

Ces travaux correspondent à la construction d'un abri semi-enterré, en annexe au chalet d'habitation et abritant un groupe électrogène, situé parcelle n°360 section B commune de Moulinet – lieu-dit Abietta.

### Article 2 : Prescriptions

Le présent avis conforme est assorti des prescriptions suivantes :

2.1. Les bois constitutifs des portes de façade devront être traités à l'aide de produits naturels, leur remplacement par des bois naturellement imputrescible étant vivement conseillé à terme.

2.2. L'entretien des peintures sur l'huissierie métallique doit être régulièrement entretenue sans générer de rejet (type poussière de ponçage) ni débris dans le milieu (écaillés).

2.3. Au terme de la durée de vie du groupe électrogène, privilégier l'acquisition d'un équipement dont le moteur serait équipé d'un épurateur catalytique 3 voies à gestion électronique.  
Dans l'attente, étudier l'ajout d'un filtre à particules additionnel.

### Article 3 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### Article 4 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.

### Article 5 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

### Article 6 : Publication

Le présent avis sera communiqué au maire de la commune de Moulinet, et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 6 mai 2019



Le Directeur  
Christophe VIRET

Copies :  
- service territorial « Roya-Bévéra »

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.